



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n°PCICP2022035-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société IMPRIMA

Commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté n° PCICP2021210-0001 du 29 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 25 juillet 2001 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2330 de la nomenclature des installations classées : « Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles » ;

VU le rapport du 20 décembre 2021 de l'inspection des installations classées de la DREAL du GRAND-EST établi à la suite de la visite d'inspection du 9 novembre 2021 ;

VU le courrier du 20 décembre 2021 avec accusé réception en date du 23 décembre 2021 de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, à la société IMPRIMA sise 8 rue Antoine Lumière à La Chapelle-Saint-Luc, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 9 novembre 2021 a mis en évidence des non-conformités vis-à-vis du référentiel étudié, de nature à compromettre les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prescrit :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société IMPRIMA de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : MISE EN DEMEURE

La société IMPRIMA est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois les dispositions :

- de l'article 2.4. (Comportement au feu des bâtiments – partie désenfumage),
- de l'article 2.10. (Cuvettes de rétention),
- de l'article 3.1. (Surveillance de l'exploitation),
- de l'article 3.4. (Propreté),
- de l'article 3.5. (Registre entrées, sorties),
- de l'article 3.6. (Vérification périodique des installations électriques),
- de l'article 4.1. (Protection individuelle),
- de l'article 4.2. (Moyens de secours contre l'incendie – partie extincteur).

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à la gérante de la société IMPRIMA.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **04 FEV. 2022**

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Christophe BORGUS

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.